

Archives

François Hollande s'immolera-t-il par l'austérité ?

mardi 5 mars 2013

« Mais oui, les Reaganomics furent beaucoup moins libérales, bien moins orientées vers les politiques de l'offre que ne le sont aujourd'hui les Hollandonomics », écrit perfidement Pierre-Antoine Delhommis dans *Le Point* du 7 février. Il ajoute que « MM. Hollande et Ayrault ont acheté 'Le libéralisme pour les nuls'. Il semble bien qu'il soit devenu leur livre de chevet ».

Hélas, il est clair que face à la crise, l'Élysée et Matignon, faute de stratégie offensive, se livrent pieds et poings liés à ceux qui imposent une austérité destructrice à l'échelle européenne et mondiale. De hausses d'impôts en coupes de plus en plus claires dans les dépenses publiques, ils réduisent la substance de notre économie alors que notre appareil de production s'effondre. Ne prenant pas le risque d'affronter les détenteurs du pouvoir financier, ils contribuent à la baisse du pouvoir d'achat d'une grande majorité des Français et à l'érosion de plus en plus rapide des solidarités populaires. Leur espoir ? Il a été confié aux journalistes en marge d'un déplacement de François Hollande en Espagne : « La crise a commencé en 2008. Il y a des cycles en économie. On peut espérer qu'en 2014, l'activité repartira. » Ils sont ainsi réduits à croire en la magie, espérant que quelque chose d'extérieur à eux-mêmes les sauvera. C'est ce qui a toujours conduit les dirigeants à leur perte lorsque souffle la tempête.

La croissance est nulle depuis le début de l'année 2011. La production industrielle a chuté de 16 % depuis 2008. Le nombre de faillites d'entreprises progresse. Les mises en chantier de logements reculent. Le chômage officiel atteint pratiquement le sommet de 1997 et le chômage réel touche plus de six millions de Français. Contrairement aux espoirs du Président, le déficit public atteindra 3,7 % en 2013 au lieu de 3 %, et la Commission européenne exige moins de 3 % en 2014, au prix de nouveaux « ajustements douloureux » en 2013 et 2014. Face à cette situation, on demande à la gauche de faire ce que la droite était trop discréditée pour faire. C'est ainsi que marchent les choses depuis 1983, et François Hollande met à son tour la tête sur le billot.

Les syndicats minoritaires ont signé une réforme du marché du travail pour le rendre plus flexible et alléger les procédures de licenciement. Le gouvernement s'apprête à l'inscrire dans une loi. Il maintient le gel du salaire des fonctionnaires et ne revalorise pas le SMIC. Maintenant, ce sera au tour des retraites d'être visées. Pascal Terrasse, secrétaire national du Parti socialiste (PS) chargé des retraites, annonce que « les tabous sautent ». Il révèle que le gouvernement envisage plusieurs options : baisse du pouvoir d'achat par une « désindexation » des pensions, augmentation des cotisations salariales et patronales, allongement de la durée des cotisations, recul de l'âge légal de départ à la retraite... En somme, le travail qu'Edouard Balladur avait commencé en 1993, en n'indexant plus les retraites sur les salaires mais sur la consommation, se trouverait aggravé en gelant les retraites ou en rendant leur augmentation inférieure à l'inflation – au moment même où son déclenchement devient fatal dans le système financier existant ! Une réforme de la dépendance est promise en échange de ce sacrifice, mais avec quel budget, si on reste dans la règle du jeu ?

Les indemnités de chômage sont négociées entre syndicats et patronat, dans un contexte où Jérôme Cahuzac, ministre délégué au Budget, a reconnu qu'il faudrait trouver 6 milliards d'euros de recettes supplémentaires en 2014, une estimation très faible si on veut rester un bon élève des

marchés. Les allocations familiales se trouvent elles aussi visées. C'était un tabou pour la gauche depuis 1988. Il va être lui aussi levé. L'objectif de Bercy serait de les réduire de 1 milliard d'euros l'an prochain, puis de 1,5 milliard ensuite. Des mesures seraient prises en contrepartie à destination des foyers les plus modestes et en faveur de la construction de crèches. Mais ici encore, avec quel budget, si on reste dans la règle du jeu ?

La colère monte dans les collectivités locales qui sont, elles aussi, mises au pain sec. Après le gel des dotations sous la droite, ce sera une réduction de 1,5 milliard d'euros sous la gauche. Les municipalités et intercommunalités devraient être les plus touchées, et les promesses de péréquation traînent dans les bureaux. Sous le double effet de la crise et du vieillissement des populations, la charge des allocations distribuées par les départements (RSA, allocations personnes âgées et handicapés) augmente très rapidement, sans compensations par l'Etat. On « *cherche des solutions* », mais... avec quel budget ? A cela s'ajoute le poids du financement des emplois d'avenir et de la réforme des rythmes scolaires. L'Etat promet de « *faire quelque chose* », mais avec quel budget ?

Pris au piège et espérant sa délivrance de la main invisible des marchés – il a cité Adam Smith lors de son voyage en Inde – François Hollande « *ne s'interdit rien en terme de rigueur* ». Cela s'appelle un suicide par louvoisements et compromissions successives. On puise dans tous les tiroirs : hausses de la TVA, fiscalité « écologique », taxe d'habitation, fiscalité de l'épargne, baisse des aides aux entreprises, plafonnement de l'ISF... Et le « débat » porte sur la réduction des dépenses – que défendent MM. Désir et Bartolone – ou la hausse des impôts : un cul de sac.

La réalité est qu'il faut en même temps produire et accroître la consommation, et que cela ne peut se faire qu'en changeant de système, c'est-à-dire en se libérant de la tutelle financière, en recréant une Banque nationale et en émettant du [crédit public](#) pour les investissements créateurs d'emplois qualifiés dans les technologies de pointe. Rompre avec la règle du jeu. La France ne peut le faire seule, mais doit être le porte-drapeau de cette politique, en soutenant hors de nos frontières ceux qui se battent pour elle. La vérité est qu'aujourd'hui, François Hollande préfère se laisser poser le garrot.

Jacques Cheminade
